



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

n°237, hebdomadaire, lundi 13 avril 2020

Lire ou relire les premières
Mauvaises Herbes,
c'est possible sur le site
dans la rubrique dédiée

La Mauvaise Herbe n°6
la revue de la Cnt-éducation
Abonnez-vous !
Bulletin dans la rubrique dédiée
sur le site cnt-f.org/fte



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

L'école dite de la matraque !

**C'ÉTAIT PLUS FACILE
DE FOURNIR
DES LACRYMOGÈNES
ET DES LBD AUX CRS
QUE DES MASQUES
AUX HOPITAUX...**

Nouvelle rubrique quotidienne
du mardi au vendredi sur
<http://www.cnt-f.org/fte/>
Télé-foutage-de-gueule
Infos, communiqués, billets d'humeur, visuels

Remise à niveau, Nation apprenante...
**Télé-foutage de gueule :
jusqu'où va-t-on creuser ?**

Lire page 2

L'école de la matraque vient de faire son entrée à Mayotte. Dans un arrêté publié au Journal Officiel du jeudi 9 avril 2020, Blanquer et Castaner se sont donnés la possibilité d'armer les équipes mobiles de sécurité. L'article 1 de cet arrêté rédigé le 7 avril est sans détour : « Le ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse peut acquérir et détenir des matraques de type bâton de défense ou tonfa, matraques télescopiques et tonfas télescopiques, relevant de la catégorie D... » Le recteur de l'académie de Mayotte sera « compétent pour délivrer » ces armes aux agents après « une formation initiale aux règles de sécurité, de stockage, et de maniement » (articles 3 et 4).

Flics et robocops devant les établissements scolaires ne sont plus suffisants. Blanquer se coiffe désormais de la casquette de préfet de police. Celui de Paris ?

Nous dénonçons, cette fois encore, la dérive sécuritaire et militaire à l'œuvre dans l'Éducation nationale. Nous exigeons l'abrogation de cet arrêté et la suppression des équipes mobiles de sécurité. L'école de la matraque n'est pas la nôtre.

CNT-FTE, jeudi 9 avril

https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=1537BC915DB896741C442A3BDDC1D361.tplg-fr31s_1?cidTexte=JORFTEXT000041789706&dateTexte=&oldAction=rechJO&categorieLien=id&id-JO=JORFCONT000041789298

Télé-foutage de gueule : jusqu'où va-t-on creuser ?

Nous venons de passer un mois enfermé.e.s. Les personnels de l'Éducation Nationale ont, dans ce contexte, tenté de faire au mieux pour leurs élèves en s'efforçant de donner une réalité aux valeurs qui fondent le service public.

L'égalité de considération pour chaque élève nous impose une attention particulière pour les élèves des familles les plus précaires. Plus que jamais, nous devons faire mentir cette longue tradition d'une école "indifférente aux différences" sociales et économiques. Nous ne pouvons évidemment pas compenser les inégalités sociales par la seule pédagogie. Nous le pouvons encore moins à l'heure où ces inégalités se traduisent par des incapacités d'accès aux ressources, réelles ou virtuelles, pour les plus précaires.

Dans ce contexte, nous sommes consterné.e-s par cette "proposition" de "stages de remise à niveau" pendant les "vacances". Il faut beaucoup de guillemets pour écrire une expression aussi Orwellienne. Ce dispositif est une sinistre farce.

A qui pourrait bien s'adresser ces "stages" quand on sait que les élèves les plus fragiles sont celles et ceux qui sont majoritairement exclu.e.s des moyens de travailler dans leurs familles et exclu.e.s des moyens techniques de travail à distance (connexion et ordinateur) ?

Un.e prof proposerait des contenus de "révisions" à certain.e.s élèves "inscrits" et pas à d'autres et trouverait le temps d'assurer un suivi particulier pendant 4 jours sous forme de conseils ou de corrections par écran interposés ou par téléphone ? Un.e prof qui prétendrait faire son travail dans ces conditions serait un imposteur.

Il s'agirait pour les collègues "volontaires" de se voir rémunérer pour ce travail supplémentaire en choisissant de recentrer son attention sur certain.e.s élèves en consentant à délaissier les autres pour des considérations financières ? Un.e prof qui accepterait ce genre de marché trahirait les valeurs du service public et de la profession.

Il faudrait évidemment justifier du travail fait et, donc, habiller ces quelques heures de "télé préceptorat" de "fiches de projets et bilans" à destination

de la hiérarchie pour que celle-ci puisse "apprécier la réalité du service fourni. Même l'épidémie n'aura pas eu raison de ces dérisoires contrôles bureaucratiques, une vieille pathologie décidément tenace.

Notre hiérarchie devrait savoir que nous travaillons déjà pendant les vacances et dans la circonstance présente, si nous sommes en capacité de maintenir un lien social et éducatif avec nos élèves, nous le ferons pour TOU.TE.S nos élèves, car c'est notre rôle social et c'est notre devoir d'individu-e responsable et solidaire.

En ces temps incertains, il nous faut conserver un certain sens des réalités sociales pour distinguer les priorités réelles au milieu des consignes confuses et des slogans publicitaires de notre ministre. Avec sa campagne "nation apprenante", le ministère propose une aide aux élèves connectés et dont les familles écoutent France Culture. Heureusement, nous avons organisé le soutien concret aux familles sans l'attendre.

Nous appelons les collègues à refuser ces "stages" et à continuer de fournir aux familles en situation de précarité un accompagnement social et éducatif:

- en maintenant le lien par tous les moyens possible

- en recensant leurs besoins pour interpellier les institutions compétentes pour y répondre (éduc nat, mairies, conseils départementaux...) afin qu'elles prennent des mesures d'urgence.

Il faut, à la place particulière qui est la notre, dans cette période particulière que nous traversons, assumer un service public qui œuvre à la construction de la solidarité éducative, relationnelle et matérielle. L'heure n'est pas à la production ou au rattrapage de "compétences" pour une minorité d'élève.

Hier, nous étions en lutte et en grève. Aujourd'hui nos yeux restent ouverts et, demain, nous poursuivrons nos luttes :

- pour que l'école s'adresse réellement à tous les élèves.

- pour que l'école de demain soit à l'image du monde que nous voulons plutôt que la copie du monde que nous subissons.

- pour que tous les personnels puissent vivre dignement de leur travail sans avoir besoin de quémander des "heures sup" en participant à des manœuvres déshonorantes.